

Décret n° 2015-225 du 23 janvier 2015 portant attributions et organisation de la direction générale de la fonction publique territoriale

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale ;

Vu la loi n° 7-2003 du 6 février 2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales ;

Vu la loi n° 8-2003 du 6 février 2003 portant loi organique relative à l'exercice de la tutelle sur les collectivités locales ;

Vu la loi n° 9-2003 du 6 février 2003 fixant les orientations fondamentales de la décentralisation ;

Vu la loi n° 10-2003 du 6 février 2003 portant transfert des compétences aux collectivités locales ;

Vu la loi n° 5-2005 du 25 mai 2005 portant statut de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2003-20 du 6 février 2003 portant fonctionnement des circonscriptions administratives territoriales ;

Vu le décret n° 2009-394 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2015-179 du 21 janvier 2015 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2015 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décrète :

TITRE I : DES ATTRIBUTIONS

Article premier : La direction générale de la fonction publique territoriale est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de gestion de la fonction publique territoriale.

Elle est chargée, notamment, de :

- centraliser les actes de gestion et suivre l'ensemble des questions relatives à la fonction publique territoriale ;
- veiller à la gestion des carrières des agents de la fonction publique territoriale ;
- coordonner les travaux des organes consultatifs et paritaires de la fonction publique territoriale ;
- collecter, centraliser et traiter les informations sur la fonction publique territoriale ;
- assurer le secrétariat du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- suivre la mise en oeuvre des décisions des sessions du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- assurer la préparation technique des sessions du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- préparer les affaires à soumettre aux commissions spécialisées pour étude et devant être présentées en séance plénière ;
- conserver et gérer les archives du conseil

supérieur de la fonction publique territoriale ;

- tenir les statistiques sur la fonction publique territoriale ;
- préparer et exécuter les décisions du comité de direction du centre national de gestion de la fonction publique territoriale ;
- exécuter les orientations générales sur la formation professionnelle des agents de la fonction publique territoriale ;
- organiser la formation continue des agents de la fonction publique territoriale ;
- préparer et organiser les concours d'accès et examens professionnels des catégories I et II de la fonction publique territoriale en collaboration avec le ministère en charge de l'enseignement technique et professionnel ;
- suivre le fonctionnement régulier des centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale ;
- publier les avis de vacances de poste dans la fonction publique territoriale.

TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La direction générale de la fonction publique territoriale est dirigée et animée par un directeur général.

Article 3 : La direction générale de la fonction publique territoriale, outre le secrétariat de direction, comprend :

- la direction de la coordination des organes consultatifs et paritaires ;
- la direction de la gestion des carrières et des actes ;
- la direction de la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- la direction des affaires administratives et financières ;
- les directions départementales.

CHAPITRE I : DU SECRETARIAT DE DIRECTION

Article 4 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents ;
- la saisie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, toute autre tâche qui peut lui être confiée.

CHAPITRE II : DE LA DIRECTION DE LA COORDINATION DES ORGANES CONSULTATIFS ET PARITAIRES

Article 5 : La direction de la coordination des organes consultatifs et paritaires est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment de :

- élaborer les textes d'application qui régissent le fonctionnement des organes de la fonction publique territoriale et la collaboration entre ceux-ci ;
- coordonner les travaux des organes consultatifs et paritaires de la fonction publique territoriale ;
- collecter, centraliser et traiter les informations sur la fonction publique territoriale ;
- assurer le secrétariat du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- suivre la mise en œuvre des décisions des sessions du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- assurer la préparation technique des sessions du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- préparer les affaires à soumettre aux commissions spécialisées pour étude et devant être présentées en séance plénière ;
- suivre le fonctionnement régulier des centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale.

Article 6 : La direction de la coordination des organes consultatifs et paritaires comprend :

- le service de la coordination des organes consultatifs ;
- le service de la coordination des organes paritaires ;
- le service des affaires sociales, des pensions et du contentieux.

CHAPITRE III : DE LA DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES ET DES ACTES

Article 7 : La direction de la gestion des carrières et des actes est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- veiller à la gestion des carrières des agents de la fonction publique territoriale ;
- veiller à la gestion des actes de la fonction publique territoriale ;
- conserver et gérer les archives du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
- préparer et exécuter les décisions du comité de direction du centre national de gestion de la fonction publique territoriale ;
- veiller à l'organisation des services de la fonction publique territoriale ;
- centraliser les actes de gestion et suivre l'ensemble des questions relatives à la fonction publique territoriale.

Article 8 : La direction de la gestion des carrières et des actes comprend :

- le service de gestion des carrières et de l'emploi ;
- le service de gestion des actes ;
- le service des statuts et de la réglementation.

CHAPITRE IV : DE LA DIRECTION DE LA FORMATION DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Article 9 : La direction de la formation des agents de la fonction publique territoriale est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- veiller à l'application du statut des agents de la fonction publique territoriale ;
- veiller à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- exécuter les orientations générales sur la formation professionnelle des agents de la fonction publique territoriale ;
- organiser la formation continue des agents de la fonction publique territoriale ;
- préparer et organiser les concours d'accès et examens professionnels des catégories I et II de la fonction publique territoriale en collaboration avec le ministère en charge de l'enseignement technique et professionnel ;
- publier les avis de vacances de poste dans la fonction publique territoriale ;
- suivre l'ensemble des questions relatives à la fonction publique territoriale.

Article 10 : La direction de la formation des agents de la fonction publique territoriale comprend :

- le service de la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- le service des examens et concours professionnels.

CHAPITRE V : DE LA DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 11 : La direction des affaires administratives et financières est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer les ressources humaines ;
- préparer et exécuter le budget ;
- gérer le patrimoine ;
- gérer les archives et la documentation.

Article 12 : La direction des affaires administratives et financières comprend :

- le service des ressources humaines ;
- le service des finances ;
- le service du patrimoine ;
- le service des archives et documentation.

CHAPITRE VI : DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

Article 13 : Les directions départementales sont dirigées et animées par des directeurs départementaux qui ont rang de chef de service.

Elles sont chargées, notamment, de :

- suivre, au plan local, l'application du statut des agents de la fonction publique territoriale ;
- suivre, au plan local, l'ensemble des questions relatives au fonctionnement des organes de la fonction publique territoriale ;
- suivre, au plan local, l'ensemble des questions relatives à la fonction publique territoriale, notamment, la préparation et l'organisation des concours d'accès à la fonction publique territoriale ainsi que les examens professionnels pour des agents des catégories III et IV ;
- suivre le fonctionnement régulier des centres départementaux ou interdépartementaux de gestion de la fonction publique territoriale ;
- veiller, au plan local, à la gestion des carrières des agents de la fonction publique territoriale ;
- gérer et suivre, au plan local, le contentieux de la fonction publique territoriale ;
- gérer, au plan local, les ressources humaines et le patrimoine ;
- préparer et exécuter le budget de la direction départementale ;
- suivre, au plan local, l'ensemble des questions relatives à l'organisation des services de la fonction publique territoriale.

Article 14 : Chaque direction départementale de la fonction publique territoriale, outre le secrétariat, comprend :

- le service de la coordination des organes consultatifs et paritaires ;
- le service de la gestion des carrières et des actes ;
- le service de la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- le service administratif et financier.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 15 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par un arrêté du ministre.

Article 16 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 17 : le présent décret qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République Congo.

Fait à Brazzaville, le 23 janvier 2015

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,

Raymond-Zéphirin MBOULOU

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Arrêté n° 1093 du 21 janvier 2015 autorisant l'Association Jeunesse pour la Vie du Kouilou, à organiser une quête publique

Le ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,

Vu la Constitution ;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 1960 du 11 mai 1960 rendant obligatoire la déclaration préalable pour les associations contraires à l'intérêt général de la Nation ;

Vu le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;

Vu le décret n° 2003-146 du 4 août 2003 portant attribution et organisation de la direction générale de l'administration du territoire ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2009-394 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2011-426 du 25 juin 2011 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2833 du 5 octobre 1949 réglementant les collectes et souscriptions en AEF ;

Vu la demande de l'Association Jeunesse pour la Vie du Kouilou, formulée le 27 novembre 2013.

Arrête :

Article premier : Il est autorisé à l'Association Jeunesse pour la Vie du Kouilou de procéder à une quête publique pour la mise en œuvre du projet *gestion intégrée des mangroves et zones humides associées et des écosystèmes forestiers de la République du Congo*, pour une durée de quarante-cinq (45) jours, allant du 4 février au 20 mars 2015 inclus, dans les départements du Kouilou, de Pointe-Noire et de Brazzaville.

Article 2 : A l'issue de cette quête, un état détaillé des recettes et dépenses du produit net collecté devra être adressé au ministre de l'intérieur et de la décentralisation ainsi qu'un état détaillé de l'affectation des sommes recueillies.

Article 3 : Le produit net de cette collecte ne doit être utilisé que pour la mise en œuvre du projet suscité, sous peine de poursuites et sanctions prévues à l'article 5 de l'arrêté susvisé.

Article 4 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 janvier 2015

Raymond Zéphirin MBOULOU